



APPEL À PROPOSITIONS
Séminaire interdisciplinaire CUSO
17 mai 2019 (UNIMAIL)

Le défi de l'interdisciplinarité : le règlement alternatif des conflits

Organisatrices :

Michelle COTTIER et Sévane GARIBIAN, Professeures à la Faculté de droit de l'Université de Genève, membres du comité directeur du Centre d'étude, de technique et d'évaluation législatives (CETEL).

De nouveaux processus et techniques de règlement des conflits se multiplient et proposent des alternatives à l'approche purement judiciaire dans la recherche de la justice et de la réparation. Ils se déploient aujourd'hui à l'échelle nationale, internationale, inter-individuelle et inter-étatique, ou encore entre l'individu et l'Etat. Ils sont utilisés pour régler des conflits de différents ordres (pénal, familial, contractuel, commercial, politique...). Les formes que prend cette *autre* justice sont nombreuses : les mécanismes propres à la justice transitionnelle, utilisés dans des sociétés post-conflit ; la justice réparatrice ; la justice thérapeutique ; la médiation, l'arbitrage, la transaction, la conciliation ; la justice dite communautaire ; les peines alternatives etc. L'ensemble de ces pratiques donne lieu à la naissance de nouveaux droits de l'homme (tel que, par exemple, le droit à la vérité), et est le plus souvent étroitement lié aux concepts de pardon et de réconciliation. Ces pratiques permettent finalement de **repenser les frontières entre les disciplines juridiques et les autres disciplines** de sciences sociales (sociologie, psychologie, anthropologie, sciences politiques...), ou encore la médecine.

Ce séminaire donnera la possibilité aux **doctorant-e-s de différentes formations**, travaillant sur des sujets qui interrogent les rapports entre l'Etat, la justice et les individus, comme la création de nouveaux (ou parfois anciens et traditionnels) modèles de gestion des conflits, de présenter leurs recherches et de les discuter avec des expert-e-s spécialement invité-e-s pour l'occasion, ainsi qu'avec les autres participant-e-s.

Une **série de questions transversales** seront soulevées, notamment : l'accès à la justice ; la création et la naissance de nouveaux droits ; la protection des droits individuels dans des processus visant le collectif ; les retraits ou défaillances de l'Etat versus l'émergence de nouvelles obligations étatiques ; la nature et le mandat d'entités non-étatiques ; la participation de personnes vulnérables ou défavorisées aux processus alternatifs de justice ; les différentes conceptions de la justice et (de la gestion) des conflits ; le pluralisme juridique ainsi que l'hétérogénéité des personnes représentées, des biens protégés et des valeurs invoquées ; les origines historiques des nouvelles pratiques ; les perspectives de genre ; les enjeux sociologiques, de pouvoir et d'égalité sociale, ou encore les questions postcoloniales et post-conflits y relatives.

Les doctorant-e-s sélectionné-e-s pour une présentation orale dans le cadre du séminaire seront invité-e-s à préparer une **intervention de 15-20 minutes** proposant une réflexion, dans le contexte de leurs recherches actuelles, sur les aspects interdisciplinaires soulevés par le descriptif ci-dessus. Les interventions pourront se faire en **français ou en anglais**. Chaque intervention sera discutée par un-e expert-e d'une autre discipline afin de favoriser la réflexion interdisciplinaire, avant d'ouvrir la discussion à l'ensemble des participant-e-s du séminaire.

Le nombre d'interventions étant limité, une **sélection se fera sur la base d'abstracts** (une page A4 au maximum en format word) contenant un résumé de la présentation prévue avec une **précision claire de la question de recherche**, ainsi que l'adresse email de contact, l'affiliation institutionnelle et le/la directeur-trice de recherche.

Délai de soumission des abstracts :

15 janvier 2019 à Mme Adriana SCHNYDER, assistante au CETEL, à l'adresse suivante : adriana.schnyder@unige.ch.

Les réponses seront envoyées aux candidat-e-s à la fin janvier 2019.

La participation au séminaire sera ensuite ouverte à l'ensemble des doctorant-e-s et des membres des Universités CUSO intéressés.